

N° 670 - SEMAINE
DU 8 AU 21 AOÛT 2019

Affaire Steve : la justice peut-elle être rendue ?

Le magazine des alternatives

L'Humanité

DIMANCHE

LE PEUPLE EN RÉVOLUTION
**L'ÉTÉ 1789 PAR CEUX
QUI L'ONT VÉCU**



N° 670 - Semaine du 8 au 21 Août 2019

M 04837 - 670 - F: 3,50 €



France 3,30 euros / Guadeloupe, Martinique 4,30 euros / Belgique 3,60 euros / Liban 8000 LPB / Tunisie 7,5 DIN



14 juillet 1789, le peuple soulevé fait face à la garnison devant la Bastille. La forteresse prise, c'est tout l'Ancien Régime qui vacille.

L'ÉTÉ 1789 PAR CEU

Entre mai et août 1789, le destin de la France bascule, entraînant un mouvement politique de portée universelle encore fécond aujourd'hui. Plongée inédite dans ces mois de braise avec ceux qui les ont observés, vécus et racontés.



BRIDGEMAN IMAGE

PARTI PRIS

LE GRAND DÉBAT NATIONAL DE 1789, LA RÉVOLUTION DES CAHIERS DE DOLÉANCES

Lancé en janvier, le processus des états généraux ouvre un espace d'expression populaire inédit, les cahiers de doléances. Le peuple prend la parole et ne la lâchera plus.

Jean Jaurès avoue son émotion dans son « Histoire socialiste de la Révolution française » à la lecture du cahier de Vaires, petit village non loin de Paris. « Nous avons l'honneur nos seigneurs de vous présenter que notre paroisse n'est composée que de seize particuliers et deux fermiers... Des 18 habitants, il n'y en a qu'un seul qui possède une maison et trois arpents de terrain. Les autres habitants sont logés dans de petites chaumières, toutes simples, sans avoir de quoi loger leurs bestiaux, ni même les volailles... Il faut, poursuivent-ils, que nous achetions tout ce qu'il nous faut pour notre subsistance, voyez quelle est la misère d'une paroisse pareille. » Les paysans demandent surtout « la fondation d'une somme de cent livres pour avoir un maître d'école. Cela nous mettrait dans le cas d'élever nos enfants dans la crainte de Dieu et dans l'instruction qui est due à l'homme, et le restant servirait à soulager la paroisse, en cas d'accident, comme incendie, ravageement d'eau, pour soulager les veuves et orphelins, les malades ». Les paysans de Vaires terminent leur cahier

par la défense de leurs droits collectifs contre le seigneur, exigeant de pouvoir faire paître leurs animaux dans les bois communs que le noble veut ressaisir à son avantage : « Ce droit de communauté des habitants est une propriété publique, plus ancienne que les propriétés particulières... son existence précède la formation même des sociétés agricoles. » (1) Le lecteur du XXI^e siècle partage l'émotion de Jaurès et constate la maturité des paysans qui remettent en cause la propriété des seigneurs et toute l'histoire de la féodalité, au moyen d'un raisonnement d'une intelligence subversive imparable.

UNE NOUVELLE APPROCHE

Au même moment, en ce mois de mars, un spectacle unique se déroule dans le pays, à la dimension d'un géant démographique et géographique qu'est le royaume de France dans une Europe morcelée. Durant un mois, le pays se fige et se met en action en même temps. Les premier et troisième dimanches du mois de mars 1789, dans 95 % des 36 000 paroisses)))

X QUI L'ONT VÉCU

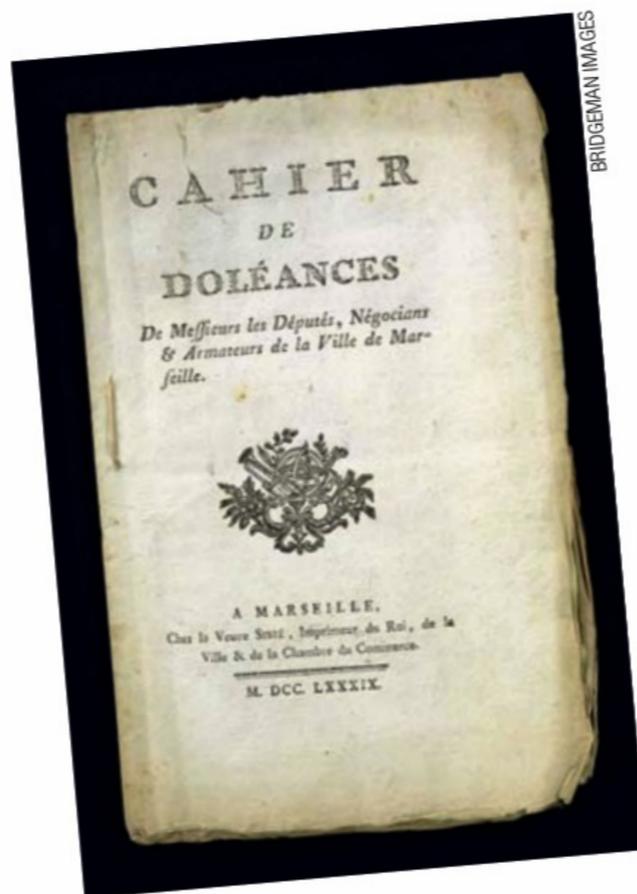
Les plus modestes s'expriment. Ils dénoncent un monde qu'ils ressentent comme injuste. Ils expriment leur vécu de dominés, exaspérés par leurs conditions de survie.

))) du royaume, puis tout au long du mois d'avril, dans les 400 bailliages principaux, les hommes et souvent les femmes vont se réunir, après la messe, pour rédiger leurs doléances, mais aussi leur espoir de voir changer le monde, leur monde, événement exceptionnel qui ne s'était plus produit depuis 1614, soit 175 ans. De par le règlement du 24 janvier 1789, tous les sujets devaient se réunir entre le premier et le troisième dimanche du mois de mars pour rédiger ensemble leurs requêtes. Dans la majorité des cas, les hommes, mais aussi souvent leurs femmes se regroupent au sein de l'église. Les villes divisées en arrondissements reproduisent le même schéma avec les corps de métiers comme première base de l'organisation. Deux députés par cent personnes de chaque ordre devaient être désignés pour se rendre ensuite dans les bailliages secondaires (1 200), pour une première mise en commun des cahiers.

Une fois réécrits, ils étaient portés aux bailliages principaux, au nombre de 400, répartis à la surface du royaume où devaient se rassembler les assemblées des trois ordres qui, séparément, réécrivaient en les synthétisant, de nouveaux cahiers pour les confier après élections, aux députés qui devaient porter l'ensemble des doléances.

Depuis quarante ans, les travaux historiques ont entièrement renouvelé une approche stigmatisante, réduisant ces milliers de pages à des modèles rédigés dans leur majorité par la bourgeoisie urbaine, pour leur redonner toute leur importance. Désormais, le regard ne se porte plus seulement sur les 400 bailliages qui structurent le royaume où doit être faite la synthèse des cahiers de paroisses. Les études se portent au niveau des districts ou des paroisses. Les plus modestes s'expriment. Ils disent ce qu'ils pensent. Ils dénoncent un monde qu'ils ressentent comme injuste. Ils expriment leur vécu de dominés, exaspérés par leurs conditions de survie. Point besoin d'avoir lu

les philosophes pour prendre conscience des ressorts de la domination et les rejeter. Comme lorsque les paysans de Saint-Glen-Penguily, en Bretagne (Côtes-d'Armor) écrivent : « Demandon que les laboureurs iret aux moullin ou bone leur sanbleret. » Face à cette phrase au style rudimentaire, tout lecteur comprend qu'il se trouve à la base d'une des revendications essentielles



Les cahiers de doléances ont joué un rôle majeur en 1789. Aujourd'hui encore, c'est sous cette forme que de nombreux Français ont choisi d'exprimer leurs revendications envers le pouvoir lors du grand débat national du printemps dernier.



que réclame la France entière : la liberté accompagnée de la fin de la féodalité. Les paysans s'expriment avec leurs mots, au ras du sol. Il n'en ont que plus de valeur subversive. En se racontant, les Français mettent des mots sur leurs maux, et finissent par dresser un autoportrait qui, s'il n'est pas exactement le reflet d'une vérité rigoureuse, n'en exprime pas moins un ressenti fort résumant le réel vécu des Français dans leur ensemble (2).

QUATRE GRIEFS STRUCTURANTS

À Andeville, près de Chartres, l'attaque directe n'en a que plus de valeur, par exemple : « Personne n'ignore le mépris que les seigneurs font du malheureux habitant de la campagne ; ils le regardent comme rien. » (3). Réfléchir et exposer en commun ses griefs constitue le commencement de ce qui va caractériser la naissance d'une nation sans le savoir, par l'écriture de ses plaintes et de son projet de vivre ensemble en refondant les règles de la monarchie. Il en va ainsi de la question de l'esclavage. Voilà qu'en réfléchissant sur eux-mêmes, bien des sujets débordent le simple cadre de leurs doléances villageoises pour unir leur sort à la traite négrière et affirmer leur désaccord révolté avec les pratiques esclavagistes, à l'autre bout du monde, dans les plantations sucrières des îles Caraïbes françaises. La politique naît dans cette réflexion qui lie la doléance locale à la réalité mondiale d'un marché libéral et spoliateur. Elle s'affirme sans ambages dans le démontage des systèmes de domination : « Ce bois est vaste : il est au seigneur, cette terre est riche, elle est au bourgeois, voici une pauvre terre, elle est à moi et je l'aime, mais quand j'ai bien peiné, on me prend par l'impôt les meilleures gerbes. » (4). Les paysans de Fosses, prévôté et vicomté de Paris hors les murs, concluent de façon on ne peut plus claire : « On a tout fait pour les riches et rien pour les pauvres. »

Quatre griefs structurent les cahiers qui se plaignent des impôts injustes, remettent en cause la justice et ses abus, ne veulent plus du pouvoir du roi absolu et demandent que les libertés et les droits soient garantis. Vient ensuite la part



Durant des semaines, dans chaque district ou paroisse du royaume, le peuple s'exprime. Ses doléances sont consignées dans des cahiers qui feront l'objet de synthèses remises aux députés des trois ordres siégeant lors des états généraux.

BRIDGEMAN IMAGE

constructive des cahiers. Ces milliers de feuilles respirent l'espoir de restaurer le monarque dans toute sa dignité, le désir de liberté, l'envie de construire un autre pays, la volonté de réinventer la France. Le bonheur, une idée nouvelle, portée par le siècle des émotions et des sentiments autant que de la raison et de la critique, a enfanté un gai savoir qui s'exprime aussi dans la jeunesse de ces cahiers et dans l'esprit de confiance qui les anime. La France peut et doit changer. La Félicité est à portée de main. L'utopie d'un pays transformé est pensable, possible, grâce au meilleur des rois. Une nation jeune, enthousiaste, généreuse, libre, égalitaire, réunie en une communauté d'intérêts est en train de naître en un formidable effort de politisation collective. Pour cela, le pays doit se donner des fondements stables en écrivant « une Constitution » rédigée par « une Assemblée nationale ». Une révolution culturelle et politique se prépare. Dans tous les cahiers qui évoquent avec espoir la puissance de la nation, les nou-

velles lois doivent avoir pour fondement la justice, la garantie des libertés et l'initiative des décrets laissée aux représentants de la nation.

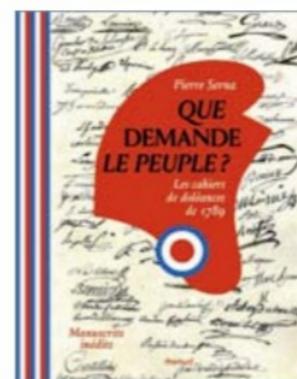
Dans bien des cahiers, des demandes si-dérantes de modernité apparaissent. Certains exigent que les prêtres se marient. D'autres cahiers demandent que le divorce soit adopté pour sauver les femmes de maris libertins. Certaines communautés demandent « une éducation nationale », libre et obligatoire pour les enfants des deux sexes. L'attente heureuse et confiante est perceptible. On l'entend pour peu que l'on lise les cahiers à haute voix et que l'on égrène article après article les demandes rédigées avec aplomb, mais sans insolence. Une révolution pacifique, heureuse est envisageable, qu'il ne tient qu'au roi de réaliser en s'imposant de façon ferme à moins de 2 % des Français privilégiés, eux-mêmes divisés, et dont beaucoup au fond partagent cette envie de pays neuf et comprennent les demandes du tiers état. Les cahiers sont une immense prise de

conscience collective de la puissance de la souveraineté de la nation. Désormais, ce qui est légitime est légal, et c'est légal parce que le peuple le veut. ★

PIERRE SERNA

Professeur à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC).

- (1) « Histoire socialiste de la Révolution française », Jean Jaurès. Paris, Éditions sociales, 1969, rééd. 1900, « tome I La Constituante 1789-1791 », pp. 335-339.
- (2) « Les Cahiers de doléances, une relecture culturelle », Philippe Grateau. Rennes, PUR, 2001.
- (3) Jean Jaurès, op. cit., pp. 347-354.
- (4) Ibid. p. 347.



Pierre Serna est l'auteur de « Que demande le Peuple, les cahiers de doléance de 1789 », à paraître le 8 octobre 2019 aux éditions Textuel.